L. 16.935/2/V.
L. 16.936/2/V.
L. 16.937/2/V.
L. 16.938/2/V.
L. 16.939/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement, le 19 août 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur :

1° un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des laboratoires dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics";

2° un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur du traitement des pommes de terre dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics";

3° un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de la fabrication des engrais, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics";

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 19e augustus 1985 door de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de laboratoria in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen";

2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de aardappelverwerkende nijverheid, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen";

3° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de meststoffenfabrieken, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen";

.../...

4° un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie de la gélatine dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics";

5° un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des conserveries de fruits et de légumes dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics",

a donné le 26 août 1985 l'avis suivant :

4° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de gelatine-industrie in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen";

5° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector der vrucht- en groenteconservenfabrieken, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen",

heeft de 26e augustus 1985 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. En ce qui concerne la compétence de l'autorité nationale, le Conseil d'Etat, section de législation, se réfère aux avis qu'il a donnés le 21 juin 1985, sous les n°s L. 16.800/8 à L. 16.805/8, sur des projet d'arrêtés ayant des objets semblables, qui lui étaient soumis par le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement.

II. Au préambule des arrêtés en projet, les avis des Exécutifs doivent être cités dans l'ordre chronologique.

III. Dans le texte néerlandais des préambules, il y a lieu d'écrire "Gelet op de adviezen van de Executieve van het Waalse Gewest ..." et non "Gelet op het advies ...".

IV. Par souci d'uniformité avec le règlement général, il y a lieu d'indiquer les poids et mesures en toutes lettres : il convient, par exemple, d'écrire "1 milligramme par litre" au lieu de "1 mg/l".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

1. Projet d'arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des laboratoires dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics (L. 16.935/2/V).

.../...

PREAMBULE.

A l'alinéa 3, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "Vu la directive ..." et non "Considérant la directive ...". En effet, en l'occurrence, le texte de l'arrêté en projet se réfère expressément à l'annexe à la directive 76/464 du Conseil des Communautés européennes du 4 mai 1976. Cette référence justifie que la directive fasse l'objet d'un visa et non d'un considérant.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le paragraphe 1er serait rédigé de manière plus précise et plus conforme à l'usage dans les termes suivants :

"§ 1er. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables au déversement d'eaux usées en provenance des laboratoires isolés ou intégrés dans un complexe industriel, où s'exercent des activités biologiques ou chimiques, minérales ou organiques, dans un but de recherche, d'essai, d'analyse, d'application ou de développement de produits, de contrôle de qualité de produits ou dans un but didactique et qui ou bien évacuent, par leurs eaux usées, plus de 1 kilogramme de substances dangereuses par mois et par substance figurant dans la liste I de l'annexe à la directive 76/464 du 4 mai 1976 du Conseil des Communautés européennes ou bien emploient plus de sept personnes".

Au paragraphe 2, mieux vaudrait écrire :

"§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux laboratoires de contrôle et de conditionnement de produits que la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments définit comme des médicaments".

Article 2.

Il existe sur plusieurs points une discordance entre le texte français et le texte néerlandais. Par exemple, au 2° : "tenir un relevé annuel" et "een jaarlijkse opgave maken". Mieux vaudrait écrire :

"2° faire un relevé annuel de l'utilisation des substances dangereuses figurant dans la liste I de l'annexe à la directive 76/464 du 4 mai 1976 du Conseil des Communautés européennes, à l'exclusion de celles dont l'utilisation a été inférieure à 1 kilogramme par mois".

Articles 3 et 4.

Il s'indique de faire des paragraphes 1er et 2 de l'article 3 des articles distincts car il n'y a guère de relation entre eux.

Par contre, il s'indiquerait de ne faire qu'un seul article de l'article 3, paragraphe 2, et de l'article 4, ce qui permettrait d'assurer un certain parallélisme entre l'énoncé des conditions complémentaires pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et celui des conditions complémentaires pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics.

Il conviendrait donc d'écrire :

"Article 3.-

Les laboratoires doivent recourir autant que possible à des méthodes de destruction, d'élimination sélective ou de récupération, notamment pour les métaux lourds, les solvants, les hydrocarbures chlorés.

Article 4.-

§ 1er. Outre les conditions générales prévues par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, ci-après dénommé "le règlement général", les conditions complémentaires suivantes pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires doivent être respectées :

1° ...;

2° ...;

3° ...;

4° ...;

5° ...;

6° ...;

7° ... (sous réserve de l'observation qui sera faite ci-après);

8° ... .

§ 2. Par dérogation à la condition fixée à l'article 7, 1°, du règlement général, les eaux usées susceptibles de contenir des germes pathogènes doivent être désinfectées".

La condition complémentaire visée au 7° de l'article 3, § 2 (devenu l'article 4, § ler), n'est pas clairement exprimée. On ne saisit notamment pas à quel moment, par rapport au déversement, l'épreuve doit être faite.

Par ailleurs, on peut se demander si l'épreuve prévue est bien le seul moyen de s'assurer de la toxicité des eaux déversées. Dans le cas contraire, on pourrait douter de la compatibilité de la disposition avec l'article ler, 2°, de la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux, qui punit d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui :

"...;

2° se livre volontairement à des actes qui ont pour résultat de faire périr inutilement un animal ...".

Article 5.

Au début de l'article, il conviendrait d'écrire :

"Outre les conditions générales prévues par le règlement général, les conditions complémentaires suivantes pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics doivent être respectées :".

.../...

2. Projet d'arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur du traitement des pommes de terre dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics (L. 16.936/2/V).

DISPOSITIF.

Articles 2 et 3.

Il est proposé de ne faire qu'un seul article, divisé en deux paragraphes, des articles 2 et 3 du projet, qui se rapportent tous deux au déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, et d'écrire, par conséquent :

"Article 2.-

§ ler. Outre les conditions générales prévues par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, ci-après dénommé "le règlement général", les conditions complémentaires suivantes pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires doivent être respectées :

1° ...;
2° ...;
3° ... .

§ 2. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 3°, et 5°, a, du règlement général :

.../...

1° ... (comme à l'article 3, 1°, du projet);
2° ... (comme à l'article 3, 2°, du projet, sauf à supprimer les parenthèses)".

Article 4 (devenant l'article 3).

L'article 19, 3°, du règlement général se rapportant aux eaux déversées dans les égouts publics, un souci de parallélisme devrait faire écrire :

"Article 3.-
Par dérogation à la condition fixée à l'article 19, 3°, du règlement général, les matières en suspension dans les eaux déversées dans les égouts publics ne peuvent avoir une dimension supérieure à 2 millimètres".

3. Projet d'arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de la fabrication des engrais, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics (L. 16.937/2/V).

DISPOSITIF.

Article 2.

Au quatrième tiret, il conviendrait de remplacer la double conjonction "et/ou" par "ou".

.../...

Articles 3 et 4.

Il est proposé de ne faire qu'un seul article, divisé en deux paragraphes, des articles 3 et 4 du projet, qui se rapportent tous deux au déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, et d'écrire, par conséquent :

"Article 3.-

§ 1er. Outre les conditions générales prévues par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, ci-après dénommé "le règlement général", les conditions complémentaires suivantes pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires doivent être respectées :

... 1° à 6° (comme à l'article 3 du projet).

§ 2. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7 2°, 3°, a et b, et 5°, a et b, du règlement général :

... 1° à 4° (comme à l'article 4 du projet)".

Article 6 (devenant l'article 5).

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Chaque concentration fixée à l'article 3, § 1er et § 2, 2°, 3° et 4°, peut être dépassée si la charge, produit de

la concentration par le débit figurant dans l'autorisation de déversement, n'est pas dépassée".

4. Projet d'arrêté déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie de la gélatine dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics (L. 16.938/2/V).

DISPOSITIF.

Articles 3 et 4.

Il est proposé de ne faire qu'un seul article, divisé en deux paragraphes, des articles 3 et 4 du projet, qui se rapportent tous deux au déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, et d'écrire, par conséquent :

"Article 3.-

§ 1er. Outre les conditions générales prévues par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, ci-après dénommé "le règlement général", les conditions complémentaires suivantes pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires doivent être respectées :

... 1°, a, b, c, et 2°, a, b, c, (comme à l'article 3 du projet).

.../...

§ 2. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 3° et 5°, a, b et d, du règlement général, les teneurs suivantes ne peuvent être dépassées dans les eaux déversées :

... 1°, a, b, c, et 2°, a, b, c, (comme à l'article 4 du projet)".

Article 6 (devenant l'article 5).

Il ressort déjà des articles 9, § 5, a, et 20, § 5, a, du règlement général,que le volume spécifique de référence vaut aussi pour la détermination des conditions générales applicables aux secteurs concernés.

Il est dès lors inutile et même trompeur de le répéter dans le texte de l'article 6 du projet.

On rédigera donc le début de la phrase introductive comme suit :

"Article 5.-
Les conditions de déversement sont fixées en fonction ...:".

Dans un souci d'uniformité avec les autres dispositions du projet, il conviendrait de présenter la seconde partie de cet article comme suit :

"1° pour le sous-secteur A : 400 mètres cubes par tonne de produit fabriqué;

.../...

2° pour le sous-secteur B : 74 mètres cubes par tonne d'os traités;".

5. Projet d'arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des conserveries de fruits et de légumes dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics (L. 16.939/2/V).

DISPOSITIF.

Articles 2 et 3.

Il est proposé de ne faire qu'un seul article, divisé en deux paragraphes, des articles 2 et 3 du projet, qui se rapportent tous deux au déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, et d'écrire, par conséquent :

"Article 2.-

§ 1er. Outre les conditions générales prévues par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, ci-après dénommé "le règlement général", les conditions complémentaires suivantes pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires doivent être respectées :

... 1° et 2° (comme à l'article 2 du projet).

.../...

§ 2. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 3°, a et b, et 5°, a, du règlement général :

... 1° et 2° (comme à l'article 3 du projet)".

Article 4 (devenant l'article 3).

Il conviendrait de rédiger les 1° et 2° de la manière suivante :

"1° le pH des eaux déversées dans les égouts publics doit être compris entre 6 et 10 pour la période allant du 1er juillet au 30 avril;

2° les matières en suspension dans les eaux déversées dans les égouts publics ne peuvent mesurer plus de 2 millimètres".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Wat betreft de bevoegdheid van de nationale overheid, verwijst de Raad van State, afdeling wetgeving, naar de adviezen die hij op 21 juni 1985 onder de nrs L. 16.800/8 tot 16.805/8 heeft uitgebracht over ontwerpen van koninklijke besluiten met soortgelijke strekkingen, hem voorgelegd door de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu.

II. In de aanhef van de ontworpen besluiten moeten de adviezen van de Executieven in chronologische volgorde worden vermeld.

III. In de Nederlandse tekst van de aanhef dient telkens te worden geschreven "Gelet op de adviezen van de Executieve van het Waalse Gewest ..." en niet "Gelet op het advies ...".

IV. Ter wille van de gelijkvormigheid met het algemeen reglement schrijve men maten en gewichten voluit : bijvoorbeeld "1 milligram per liter" in plaats van "1 mg/l".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

1. Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de laboratoria in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen (L. 16.935/2/V).

.../...

AANHEF.

In het derde lid, Franse tekst, dient te worden geschreven "Vu la directive ..." en niet "Considérant la directive ...". In dit geval verwijst de tekst van het ontwerpbesluit immers uitdrukkelijk naar de bijlage bij de richtlijn 76/464 van de Raad der Europese Gemeenschappen van 4 mei 1976. Die verwijzing is een voldoende reden om de richtlijn rechtstreeks te vermelden in plaats van er een considerans aan te wijden.

BEPALEND GEDEELTE.

Paragraaf 1 zou nauwkeuriger geredigeerd zijn en zou meer in overeenstemming zijn met wat gebruikelijk is, indien hij als volgt werd geformuleerd :

"§ 1. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden zijn van toepassing op het lozen van afvalwater afkomstig van afzonderlijke of in een industrieel bedrijf geïntegreerde laboratoria die enige biologische of scheikundige, minerale of organische, bedrijvigheid uitoefenen met het oog op opzoekingen, proeven, analyses, toepassing of ontwikkeling van produkten, kwaliteitscontrole op de produkten, of met een didactisch doel, en die ofwel door hun afvalwater meer dan 1 kilogram gevaarlijke stoffen lozen per maand en per stof die opgenomen is in lijst I van de bijlage bij de richtlijn 76/464 van 4 mei 1976 van de Raad van de Europese Gemeenschappen, ofwel meer dan zeven personen tewerkstellen".

.../...

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op de laboratoria voor controle en conditionering van produkten welke als geneesmiddelen omschreven worden in de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen.

Artikel 2.

Op verscheidene punten is er geen overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst. Bijvoorbeeld in 2° : "tenir un relevé annuel" en "een jaarlijkse opgave maken". De tekst zou beter als volgt worden gelezen :

"2° een jaarlijkse opgave maken van de gebruikte gevaarlijke stoffen die voorkomen in lijst I van de bijlage bij de richtlijn 76/464 van 4 mei 1976 van de Raad van de Europese Gemeenschappen met uitzondering van deze waarvan het verbruik minder is dan 1 kilogram per maand."

Artikelen 3 en 4.

Het verdient aanbeveling twee afzonderlijke artikelen te maken van de paragrafen 1 en 2 van artikel 3, waartussen haast geen onderling verband bestaat.

Daarentegen zou een enkel artikel moeten worden gemaakt van artikel 3, paragraaf 2, en artikel 4, waardoor het mogelijk zou worden enig parallellisme tot stand te brengen tussen de formulering van de aanvullende voorwaarden voor het

/

lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren en die van de aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen.

Er zou dus moeten worden geschreven :

"Artikel 3.-

De laboratoria moeten zoveel mogelijk gebruik maken van methodes voor destructie, selectieve eliminatie of recuperatie, inzonderheid voor de zware metalen, de oplosmiddelen, de chloorkoolwaterstoffen.

Artikel 4.-

§ 1. Behalve de algemene voorwaarden die bepaald zijn in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna "het algemeen reglement" genoemd, moeten de volgende aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren worden nagekomen :

1° ...;

2° ...;

3° ...;

4° ...;

5° ...;

6° ...;

.../...

7° ... (onder voorbehoud van de opmerking die verderop zal worden gemaakt);

8° ... .

§ 2. In afwijking van de voorwaarde vastgesteld in artikel 7, 1°, van het algemeen reglement, moet het afvalwater dat pathogene kiemen kan bevatten, ontsmet worden".

De aanvullende voorwaarde die bedoeld is onder 7° van artikel 3, § 2 (dat artikel 4, § 1, geworden is), is niet duidelijk geformuleerd. Zo kan bijvoorbeeld niet worden uitgemaakt op welk tijdstip, ten opzichte van de lozing, de test moet plaatshebben.

Overigens kan men zich afvragen of de bedoelde test wel het enige middel is om zich te vergewissen van de toxiciteit van het geloosde water. Is dat niet het geval, dan zou kunnen worden betwijfeld of de bepaling bestaanbaar is met artikel 1, 2°, van de wet van 2 juli 1975 op de dierenbescherming, die met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 26 frank tot 1000 frank of met een van die straffen alleen, straft degene die :

"...;

2° vrijwillig handelingen pleegt die tot gevolg hebben dat een dier nutteloos omkomt ...".

Artikel 5.

Vooraan in het artikel zou moeten worden gelezen :

"Behalve de algemene voorwaarden die bepaald zijn in het algemeen reglement, moeten de volgende aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen worden nagekomen :".

2. Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de aardappelverwerkende nijverheid, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen (L. 16.936/2/V).

BEPALEND GEDEELTE.

De artikelen 2 en 3.

Er wordt voorgesteld van de artikelen 2 en 3 van het ontwerp, die beide betrekking hebben op de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, slechts één artikel te maken, dat in twee paragrafen zou worden ingedeeld, en bijgevolg te schrijven :

"Artikel 2.-

§ 1. Behalve de algemene voorwaarden die bepaald zijn in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna "het algemeen reglement" genoemd, moeten de volgende aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren worden nagekomen :

1° ... ;

2° ... ;

3° ... .

.../...

§ 2. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7, 3°, en 5°, a, van het algemeen reglement :

1° ... (zoals in artikel 3, 1°, van het ontwerp);

2° ... (zoals in artikel 3, 2°, van het ontwerp, met dien verstande dat de haakjes zouden moeten vervallen)".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Aangezien artikel 19, 3°, van het algemeen reglement betrekking heeft op het water dat in de openbare riolen geloosd wordt, zou men ter wille van het parallellisme moeten schrijven :

"Artikel 3.-

In afwijking van de voorwaarde vastgesteld in artikel 19, 3°, van het algemeen reglement, mogen de zwevende stoffen in het water dat in de openbare riolen geloosd wordt niet meer dan 2 millimeter meten".

3. Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector van de meststoffenfabrieken, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen (L. 16.937/2/V).

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Onder het vierde streepje zou men de voegwoordcombinatie "en/of" moeten vervangen door "of".

De artikelen 3 en 4.

Er wordt voorgesteld van de artikelen 3 en 4 van het ontwerp, die beide betrekking hebben op de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, slechts één artikel te maken, dat in twee paragrafen zou worden ingedeeld, en bijgevolg te schrijven :

"Artikel 3.-

§ 1. Behalve de algemene voorwaarden die bepaald zijn in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna "het algemeen reglement" genoemd, moeten de volgende aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren worden nagekomen :

... 1° tot 6° (zoals in artikel 3 van het ontwerp).

§ 2. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7, 2°, 3°, a en b, en 5°, a en b, van het algemeen reglement :

... 1° tot 4° (zoals in artikel 4 van het ontwerp)".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Dit artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 5.-

Elke concentratie die in artikel 3, § 1 en § 2, 2°, 3° en 4°, is vastgesteld, mag worden overschreden indien de last, het produkt van de concentratie met het debiet dat in de lozingsvergunning is vermeld, niet wordt overschreden".

4. Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de gelatine-industrie in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen (L. 16.938/2/V).

BEPALEND GEDEELTE.

De artikelen 3 en 4.

Er wordt voorgesteld van de artikelen 3 en 4 van het ontwerp, die beide betrekking hebben op de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, slechts één artikel te maken, dat in twee paragrafen zou worden ingedeeld, en bijgevolg te schrijven :

"Artikel 3.-

§ 1. Behalve de algemene voorwaarden die bepaald zijn in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone

.../...

oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna "het algemeen reglement" genoemd, moeten de volgende aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren worden nagekomen :

... 1°, a, b, c, en 2°, a, b, c,(zoals in artikel 3 van het ontwerp).

§ 2. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7, 3° en 5°, a, b en d, van het algemeen reglement, mogen in het geloosde water de volgende gehalten niet overschreden worden :

... 1°, a, b, c, en 2°, a, b, c, (zoals in artikel 4 van het ontwerp)".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Ingevolge de artikelen 9, § 5, a, en 20, § 5, a, van het algemeen reglement geldt het specifiek referentievolume ook voor de algemene voorwaarden die van toepassing zijn op de betreffende sectoren.

Het is dus overbodig en verwarringscheppend dit te herhalen in de tekst van artikel 6 van het ontwerp.

Men schrijve de inleidende zin dan ook als volgt :

"Artikel 5.-
De lozingsvoorwaarden zijn vastgesteld op basis ... :".

.../...

L. 16.935/2/V.
L. 16.936/2/V.
L. 16.937/2/V.
L. 16.938/2/V.
L. 16.939/2/V.

Omwille van de gelijkvormigheid in de redactie van de bepalingen van het ontwerp is het aangewezen het tweede gedeelte van dit artikel als volgt te redigeren :

"1° voor de subsector A : 400 kubieke meter per ton gefabriceerd produkt;

2° voor de subsector B : 75 kubieke meter per ton behandelde beenderen;".

5. Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector der vruchten- en groenteconservenfabrieken, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen (L. 16.939/2/V).

BEPALEND GEDEELTE.

De artikelen 2 en 3.

Er wordt voorgesteld van de artikelen 2 en 3 van het ontwerp, die beide betrekking hebben op de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, slechts één artikel te maken, dat in twee paragrafen zou worden ingedeeld, en bijgevolg te schrijven :

"Artikel 2.-

§ 1. Behalve de algemene voorwaarden die bepaald zijn in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de

kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna "het algemeen reglement" genoemd, moeten de volgende aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren worden nagekomen :

... 1° en 2° (zoals in artikel 2 van het ontwerp).

§ 2. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in artikel 7, 3°, a en b, en 5°, a, van het algemeen reglement :

... 1° en 2° (zoals in artikel 3 van het ontwerp)".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

De tekst onder 1° en 2° zou op de volgende wijze geredigeerd moeten worden :

"1° moet de pH van het in de openbare riolen geloosde water, gedurende de periode van 1 juli tot 30 april, tussen 6 en 10 liggen;

2° mogen de zwevende stoffen in het water dat in de openbare riolen geloosd wordt niet meer dan 2 millimeter meten".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. BOVIN, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. BOVIN, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.